

L'Algérie a besoin de revenir aux réformes de sa gouvernance économique

L'économie algérienne est marquée de plus en plus par un retour de l'Etat aux affaires. C'est là un fait incontestable. Le second mandat mais surtout le troisième, c'est-à-dire l'actuel mandat de Bouteflika, sont des mandats de retour en force de l'Etat dans l'économie. La poursuite de l'effort de l'Etat dans l'investissement public, le quatrième assainissement financier des entreprises publiques, la recapitalisation des banques publiques, le renforcement de la politique de lutte contre le chômage et du programme des emplois aidés, financés par la dépense publique, la politique sociale clairement affirmée, les importants programmes de développement agricole et rural... toutes ces mesures s'inscrivent bien dans cette orientation aujourd'hui clairement affichée du renforcement du rôle de l'Etat dans l'économie. Les circulaires de l'ancien Premier ministre, tant celles relatives aux investissements directs étrangers que celles qui réorganisent les activités d'importation exercées par les opérateurs étrangers et qui remettent en bonne place les intérêts des opérateurs algériens publics et privés, la réforme du code des marchés publics qui consacre le principe de la préférence nationale en accordant la priorité aux opérateurs nationaux dans la passation des marchés tout en maintenant un contrôle tatillon de l'administration, sont aussi des mesures qui vont dans le

même sens et qui affichent clairement le retour de l'Etat. Enfin, il faut rappeler ainsi la création d'un Fonds d'investissement d'Etat qui a pour mission de permettre à l'Etat de financer des investissements productifs publics ou en partenariat, notamment dans le secteur industriel.

Mais c'est surtout le programme d'équipement du pays 2010-2014 d'une enveloppe financière globale de 280 milliards de dollars qui va estampiller la décennie 2010 comme une décennie marquée par le retour en force de l'Etat. Pourtant, nombreux étaient ceux qui pensaient que l'arrivée de Bouteflika en 1999 à la tête de l'Etat algérien allait marquer le début d'une nouvelle aventure pour l'économie algérienne faite d'un engagement clair dans le libéralisme économique, alors à la mode au niveau mondial depuis l'adoption de ce fameux «consensus de Washington» et ses «dix commandements» que l'on cherchait à imposer à toutes les économies du monde et que l'on peut rapidement rappeler :

- 1- Refus de l'utilisation de l'instrument budgétaire pour soutenir l'économie
- 2- Suppression des subventions publiques
- 3- Baisse des impôts
- 4- Taux d'intérêt fixé par le marché
- 5- Adoption de taux de change compétitifs (dévaluation pour fouetter les exportations)
- 6- Ouverture commerciale
- 7- Encouragement des

investissements directs étrangers

8- Privatisation des entreprises publiques

9- Déréglementation de l'économie

10- Respect du droit de propriété.

En un mot, retrait de l'Etat et priorité au marché et au libéralisme. Bien évidemment, la crise financière et économique mondiale actuelle a rendu tout à fait inapproprié et même bien osé de se prévaloir du «consensus de Washington» : le libéralisme a produit d'immenses dégâts et le capitalisme triomphant a tendance à se faire discret. Mais il faut reconnaître que ce retrait par rapport au libéralisme a commencé en Algérie, dès la fin de l'année 2001. Bouteflika affirmait devant les cadres de la nation : «Pas de marché libre sans un Etat régulateur» et mieux encore : «Les entreprises publiques sont un patrimoine de l'Etat qu'on ne peut abandonner.»

Cette décennie 2000, notamment sa seconde moitié, est bien caractérisée par une politique volontariste digne de celle des années 70 qui réhabilite le dirigisme et pousse l'Etat à investir massivement certes, surtout dans les équipements du pays et les infrastructures de base mais aussi aujourd'hui dans le secteur industriel et dans le développement de l'agriculture et des zones rurales. Sur un autre plan, la politique des salaires et celle des taux d'intérêt sont toujours définies centralement

par le gouvernement même si pour les premiers il y a quelques concertations avec le syndicat et le patronat et pour les seconds une observation des signaux fournis par le marché.

- Le commerce extérieur, libre dans le discours, est contrôlé, dans les faits, par l'Etat : des règlements sont produits au gré de la conjoncture avec comme objectif de garder sous contrôle les opérations de commerce extérieur, soit par le biais des lois de finances ou des circulaires internes aux banques ou des règlements douaniers (cf. «l'affaire du Crédoc»).

- La loi sur la concurrence adoptée et promulguée est appliquée avec prudence et l'Etat continue d'intervenir sur les prix de certains produits.

On peut donc constater que, contrairement à ce que préconisaient certains ministres qui géraient l'économie au début du premier mandat de Bouteflika et qui, faut-il le rappeler, ont été évincés l'un après l'autre (cf Benachennou, Chakib Khelil, Hamid Temmar...), le président de la République a engagé une rectification de la politique économique dans le sens d'un plus grand engagement de l'Etat.

On peut cependant regretter que les réformes économiques soient reportées, la construction de l'économie de marché, sans être reniée, soit recadrée, la liberté d'entreprendre et de commercer soit sévèrement régulée. Le retour de l'Etat dans l'écono-



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

mie peut tout à fait s'opérer dans le cadre d'une réforme profonde de la gouvernance économique. Il faut aussi souligner que, dans le domaine social, l'Etat est très actif et la lutte contre le chômage, la précarité et la pauvreté engage des ressources financières publiques considérables, que l'Etat qui dispose de ressources financières significatives «reprenne la main» dans les programmes de développement économique du pays, ne peut être refusé par aucun Algérien.

Mais il faut que ce même Etat reconnaisse une grande place aux entrepreneurs privés qui doivent tirer de plus en plus la croissance économique car il est établi qu'ils savent le faire autant que l'Etat sinon, et certainement, mieux encore.

De plus, l'Etat a besoin de réformer sa gouvernance économique de manière profonde pour éviter à notre économie d'atterrir sur les mêmes marécages qu'elle connaît depuis la seconde moitié des années 80.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com

Cetelem ! Cofidis ! Sofinco !

Interrogé sur les récentes déclarations d'Ould Kablia encourageant le change au noir, un trafiquant de devises a déclaré : «Je suis très...

...euro !»

Après le FMI qui s'est bâfré de 5 milliards de dollars en provenance de nos caisses magiques, voilà les Egyptiens soudain redevenus nos frères et qui viennent en délégation contrite nous demander de leur prêter deux milliards de dollars, question de boucler leurs fins de mois devenues vachement difficiles depuis qu'ils sont gouvernés par les barbus. Sept milliards en moins d'un mois, mon Dieu ! Nous sommes devenus riches et généreux. Surtout généreux ! Mais en même temps, ce syndrome de la générosité va très vite nous poser des problèmes pratiques. Oh ! Rien d'insurmontable ! Non ! Mais tout de même des détails qu'il va nous falloir régler très vite. Et en tête de ces problèmes, celui de l'embouteillage aux arrivées de l'aéroport international d'Alger. Je présume que la nouvelle de notre générosité s'ébruitant assez rapidement, les délégations étrangères quémandeuses vont affluer de partout. Et très sincèrement, même si notre aérogare a été repensée, rénovée, agrandie, elle ne suffira jamais à contenir autant de demandeurs d'argent algérien. Car la générosité ne serait rien sans le sens de l'accueil et de l'hospitalité. Nous devons réaménager les desks «Arrivées» de l'aéroport. Des salons plus larges. Des fauteuils plus doux. Des hôtes plus nombreuses. Un service «lait-dattes» plus performant. Et surtout, oui, surtout,

pourquoi ne pas imaginer une antenne de la Banque d'Algérie sur place, à Houari-Boumediène même ? Eh oui ! Pourquoi obliger ceux qui viennent prendre des valises de biftecks à descendre sur Alger ? Perte de temps ! Gaspillage de gasoil. Dispositif trop lourd et trop coûteux de protection de ces étrangers sur le trajet entre l'aéroport et El-Mouradia. Sans compter les désagréments que peut engendrer le chantier de la Grande Mosquée d'Alger sur les cortèges officiels, en les ralentissant. Gagnons du temps et de l'argent, même si ça peut paraître paradoxal de parler de gain d'argent pour un pays qui n'arrête pas d'en distribuer : implantons des antennes bancaires dans le salon d'honneur de l'aérogare. Et relient directement les avions des «frères visiteurs» aux coffres par des hubs spécialement aménagés, des passerelles couvertes. La générosité n'est pas l'ennemie de l'ingéniosité et de l'efficacité. Prouvons à nos nouveaux amis fauchés qu'en plus d'avoir de l'argent, l'Algérie a aussi des idées ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

P. S. : toute ma sympathie à l'ensemble de la famille Abbas Terki qui vient de perdre en la personne de Si Djaffaâr un immense Monsieur. Un homme de bonté, de générosité et de savoir partagé. Je m'incline ici à la mémoire de ce grand frère dont les conseils et les avis m'ont été tellement précieux ces dernières années. Toute ma solidarité à son épouse et à son fils Naiel.

Le Fumeur de thé

